MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES
Amérique andine et plateau des Guyanes

Une publication du SER de Bogota
En collaboration avec les SE de Lima, de Caracas et de l'antenne du SER à Quito
Semaine du 26 novembre 2026

Bolivie **2**

Le prix du diesel augmente de 15 % le 24 novembre, entraînant une vive réaction des secteurs intensifs en carburant 2

Colombie **2**

Le peso colombien se déprécie de -8% en une semaine et retrouve son niveau de juin 2026. 2

Équateur **3**

Le conseil du FMI valide la sixième revue du programme équatorien et approuve un nouveau financement de résilience. 3

Le salaire minimum équatorien porté à 500 USD en 2027. 3

Pérou **4**

Le ministère des Finances revoit à la baisse ses prévisions de croissance économique à 3,1 % pour cette année. 4

Le Pérou figure parmi les quatre leaders régionaux en matière de partenariats public-privé. 4

Suriname **4**

Fitch réhausse à son tour la note souveraine du Suriname, à B-. 4

Venezuela **4**

La dette publique du Venezuela s'établirait à 238 Mds USD, soit 242 % du PIB. 4

Bolivie

Le prix du diesel augmente de 15 % le 24 novembre, entraînant une vive réaction des secteurs intensifs en carburant

Le prix du diesel est passé de 1,5 USD/L (17,95 BOB/L) à 1,7 USD/L (20,57 BOB/L) le 24 novembre, une hausse de 15 %. Cette décision fait suite au décret 5716 qui lie le prix domestique aux prix internationaux afin de réduire l'incitation à la contrebande avec les pays voisins. Le gouvernement avait déjà supprimé la subvention au diesel en septembre, conformément aux recommandations du programme FMI dans lequel s'est engagé le pays.

Les syndicats agricoles et des transports signalent un risque pour leur activité. La chambre agricole de l'Orient (CAO) signale que cet ajustement tombe au moment de la campagne d'été et que, faute de mesures d'accompagnement, la production de riz pourrait reculer de moitié. Au niveau des transports, les transporteurs d'Oruro ont annoncé proposer une grève nationale indéfinie et exigent le retour du litre à 17,95 BOB ainsi que la démission du ministre des Hydrocarbures, du président de YPFB (entreprise pétrolière publique) ainsi que du directeur de l'ANH (agence nationale des hydrocarbures).

Colombie

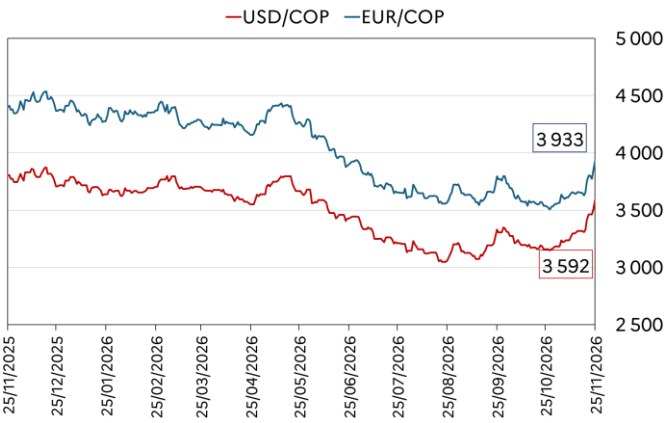
Le peso colombien se déprécie de -8% en une semaine et retrouve son niveau de juin 2026.

Le peso colombien s'est déprécié de -8 % en une semaine pour s'établir à 3 592 USD/COP au 25 novembre, contre 3 310 USD/COP une semaine auparavant. Le taux de change avec l'euro a connu une évolution similaire, atteignant 3 933 EUR/COP contre 3 629 EUR/COP une semaine avant.

Cette dépréciation s'explique avant tout par la difficulté du gouvernement à renouer avec l'équilibre budgétaire, ce qui augmente la prime de risque de la Colombie. Alors que l'appréciation du peso colombien au cours des derniers mois était associée à une confiance des investisseurs dans le nouveau gouvernement, la difficulté à adopter la loi de « sauvetage économique » confronte le marché à la réalité. La loi a ainsi dû être amendée afin de retirer une partie de la hausse de la TVA. Sans cette mesure, le déficit pourrait atteindre -2,1 % du PIB en 2028 contre une cible à -0,9 % (cf. Brèves semaine 47). De plus, le recul du prix du pétrole (91 USD/baril au 24 novembre contre un pic à 118 USD fin octobre) réduit les entrées de devises associées aux exportations de pétrole.

La convergence de plusieurs facteurs internationaux défavorables a également contribué à la dépréciation du peso. L'anticipation d'une remontée des taux de la Banque centrale étatsunienne (Fed) dès décembre sous l'effet d'une inflation persistante rend le dollar plus attractif et peut inciter à échanger des actifs colombiens pour des actifs américains. De plus, l'aversion au risque est en hausse générale (notamment associée aux turbulences sur le marché de l'intelligence artificielle) et le dollar retrouve sa caractéristique de « monnaie refuge » tandis que les actifs émergents perdent en attractivité. Au niveau régional, la dépréciation du réal brésilien après la réélection de Lula et celle du peso mexicain exercent une pression à la baisse sur le peso colombien, alors que les investisseurs réduisent globalement leur exposition en Amérique latine.

Graphique : l'USD et l'EUR se sont appréciés de 8,5 % et 8,4 % en une semaine



Source : Banque centrale colombienne, calculs du SER

Indicateurs	Variation hebd.	Variation en g.a.	Ce jour
Bourse (COLCAP)	1,5%	14,9%	2357
Change USD/COP	8,5%	-5,6%	3592
Change EUR/COP	8,4%	-10,6%	3933
Prix du baril (Brent, USD)	3,2%	50,2%	95

Équateur

Le conseil du FMI valide la sixième revue du programme équatorien et approuve un nouveau financement de résilience.

Le conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a achevé, le 23 novembre, la sixième revue de l'accord de facilité élargie de crédit (EFF) conclu avec l'Équateur, et a décaissé 377 M USD supplémentaires. Ce décaissement porte à environ 4 Mds USD le montant total reçu à ce jour par l'Equateur dans le cadre du programme sur les 48 mois (5 Mds USD sont prévus pour l'ensemble du programme).

Le Fonds a également approuvé un nouvel accord de 18 mois au titre de la Facilité pour la résilience et la durabilité (RSF). Celui-ci prévoit l'octroi de 703 M USD, destiné à soutenir les réformes liées notamment à la résilience climatique et énergétique. Cette double décision constitue un signal positif pour la crédibilité financière du pays, qui a retrouvé l'accès aux marchés internationaux de capitaux et bénéficie d'une amélioration de ses réserves internationales.

Le FMI souligne la bonne tenue de la croissance, la faible inflation et l'amélioration de certains indicateurs sociaux et du marché du travail. Le nouveau financement consacré à la résilience offre par ailleurs au gouvernement une marge de manœuvre supplémentaire pour engager des réformes structurelles, dans un pays particulièrement exposé aux risques climatiques, en particulier face à el Nino, et aux perturbations de son approvisionnement énergétique.

Le salaire minimum équatorien porté à 500 USD en 2027.

Le président Daniel Noboa a annoncé, le 23 novembre, une hausse de 18 USD du salaire minimum, qui passera de 482 à 500 USD mensuels à compter du 1er janvier 2027, soit une augmentation de 3,7 %. Cette décision reprend la revendication du secteur syndical et concerne les salariés du secteur privé relevant du salaire minimum légal, notamment dans l'industrie, l'agriculture, et les PME. Le gouvernement a présenté cette mesure comme une manière de redistribuer les bénéfices de la reprise économique et de soutenir le pouvoir d'achat des ménages, dans un contexte de hausse du coût de la vie. Elle intervient également à l'approche de 2027, année durant laquelle l'Équateur devra faire face aux conséquences potentielles du phénomène El Niño.

Pour les salariés concernés, l'augmentation représente un gain annuel de 216 USD, hors effets sur les autres éléments de rémunération indexés sur le salaire minimum. Pour les entreprises, et particulièrement les PME et les secteurs à forte intensité de main-d'œuvre, elle se traduira par une augmentation des coûts salariaux, incluant les cotisations sociales et les charges associées. La mesure soulève ainsi un enjeu de compétitivité pour

les activités exportatrices, notamment agricoles et agro-industrielles, dans un contexte de concurrence internationale soutenue. Son incidence sur l'emploi formel et les coûts de production dépendra notamment de la capacité des entreprises à absorber cette hausse sans réduire leurs recrutements.

Pérou

Le ministère des Finances revoit à la baisse ses prévisions de croissance économique à 3,1 % pour cette année.

Le ministère de l'Économie et des Finances (MEF) a revu à la baisse ses prévisions de croissance économique pour cette année, les ramenant à 3,1 %, selon le récent rapport des prévisions macroéconomiques et budgétaires 2027-2031. Selon le cadre macroéconomique pluriannuel 2027-2030, publié en août dernier, le MEF tablait sur une croissance de 3,4 %. Cette révision s'explique principalement par l'intensification du phénomène El Niño. Le MEF a ajouté que les pressions inflationnistes liées aux prix élevés du pétrole sur les marchés internationaux constituaient un autre facteur majeur. En revanche, le rapport a revu à la hausse les prévisions de croissance de la demande intérieure pour cette année : de 5,9 % à 6,3 %, grâce au dynamisme de l'investissement privé et à la résilience de la consommation des ménages.

Le Pérou figure parmi les quatre leaders régionaux en matière de partenariats public-privé.

Le Pérou se classe quatrième au niveau régional dans l'Infrascope 2025/2026, l'indice de référence qui évalue la capacité des pays à mettre en place des partenariats public-privé (PPP) dans le domaine des infrastructures, selon l'agence de promotion de l'investissement privé (ProInversión). Avec une note de 71 points sur 100, le pays fait partie, aux côtés du Brésil, du Chili et de la Colombie, du groupe des leaders régionaux en raison des conditions qu'il offre pour le développement des PPP dans le domaine des infrastructures. Le Pérou dépasse de 25 points la moyenne régionale. Le président exécutif de ProInversión, Luis Del Carpio, a souligné que cette reconnaissance revêt une dimension institutionnelle importante, car le rapport met en avant la nouvelle loi sur les PPP et son règlement de 2025, qui réorganisent et renforcent les responsabilités de ProInversión ainsi que les procédures de modification contractuelle.

Suriname

Fitch réhausse à son tour la note souveraine du Suriname, à B-.

L'agence de notation Fitch Rating a réhaussé la note souveraine du Suriname à B- (perspective positive), quinze jours après le relèvement de S&P de CCC+ à B- (cf. Brèves semaine 46). Désormais, seule l'agence Moody's maintient une notation à « risque très élevé » avec Caa1 (perspective positive). Fitch et S&P fondent notamment leur changement sur les perspectives positives associées à la production de pétrole en 2028. Les indicateurs macroéconomiques sont également en amélioration : l'inflation est passée d'un pic de 59 % en 2021 à 7,3 % en septembre 2026 et les réserves internationales ont atteint 2 Md USD en août.

Venezuela

La dette publique du Venezuela s'établirait à 238 Mds USD, soit 242 % du PIB.

Le gouvernement a présenté pour la première fois, dans son programme « Venezuela Renace », des chiffres macroéconomiques

transparents. L'inflation est attendue à 309 % en 2026 contre 475 % en 2025 et la croissance est attendue à 5,0 % en 2026 puis à 6,3 % en moyenne annuelle sur 2026–2036. La croissance serait notamment portée par la production pétrolière, qui devrait passer de 1,1 millions de barils par jour (b/j) à 2,9 millions de barils par jour d'ici 2036.

La dette publique du Venezuela s'établirait à 237,5 Mds USD, soit 242 % du PIB. La répartition des créances serait la suivante :

- **Créanciers privés (49 % de la dette totale ; 116 Mds USD)** : il s'agit principalement d'euro-obligations émises par l'État, l'entreprise pétrolière publique PdVSA et, de manière plus marginale, par l'entreprise publique électrique ELECAR ;
- **Dette non-financière de PdVSA (28 % ; 67 Mds USD) :** il s'agit d'engagements commerciaux (impayés envers les fournisseurs par exemple), de dividendes retenus ou de *pagarés* (reconnaissances de dette formelles) ;
- **Sentences arbitrales (11 % ; 26 Mds USD)** : il s'agit des condamnations financières prononcées contre le Venezuela par des tribunaux internationaux d'arbitrage suite à des expropriations ou litiges contractuels. ConocoPhillips a à ce titre une créance de 11,4 Mds USD ;
- **Dette bilatérale (10 % ; 23 Mds USD)** : la Chine est le principal créancier bilatéral avec 7 % de la dette totale (17 Mds USD), suivie par la Russie (5 Mds USD ; 2 % du total) et le Brésil (1 Md USD ; 0,5 %) ;
- **Dette multilatérale (2 % ; 4 Mds USD) :** la Banque interaméricaine de développement (2,7 Mds USD ; 1,2 %) et la banque de développement latino-américaine (CAF ; 0,6 %) sont les principaux créanciers multilatéraux. Tout nouvel engagement financier de ces banques dans le pays est conditionné au paiement des arriérés.

Cependant, la dette présentée comprend la dette entre entités publiques. Par exemple, la dette de PdVSA envers la Banque centrale vénézuélienne est considérée comme faisant partie du montant total de dette publique. Selon les standards FMI, cette dette ne devrait pas être comptabilisée comme telle. Ainsi, certains analystes estiment la dette publique à 180 Mds USD plutôt que 238 Mds USD, en retranchant la dette intra-secteur public – bien que d'autres estimations plus basses demeurent, avec des désaccords concernant les montants associés aux litiges internationaux par exemple.

La stratégie de redressement proposée par le gouvernement s'articule en trois phases : normalisation (0–12 mois, stabilisation macroéconomique et restructuration de la dette), redressement (1–3 ans, relance de l'investissement) puis diversification (3 ans et plus), la croissance reposant d'abord sur les hydrocarbures. Le pays détient en effet les plus grandes réserves de pétrole prouvées au monde (plus de 300 milliards de barils, concentrées dans la ceinture de l'Orénoque). Cette stratégie suppose néanmoins de mobiliser des investissements étrangers massifs dans un appareil productif dégradé après des décennies de sous-investissement.

Aide-mémoire : indicateurs macroéconomiques

	Population (M)	PIB à prix courants (Md$)	PIB/hab. à prix courants (K$)	Croissance du PIB (% du PIB)		Compte courant (% du PIB)	Dette publique brute (% du PIB)	IDH (rang mondial)		Inflation (%)
	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2025	2026 p.	2026 p.	2026 p.	2023	Variation par rapport à 2022	Variation en fin de période, 2026 p.
Bolivie	12,7	53,8	4,2	-1,6	-3,0	1,6	100,2	108	+5	14,2
Colombie	53,4	527,7	10,7	2,6	2,2	-2,6	59,5	83	+2	6,8
Equateur	18,2	138,2	7,6	3,7	2,7	4,6	54,5 (2025)	88	+1	2,8
Guyana	1,0	34,0	38,6	19,3	22,3	31,6	25,3	89	+6	5,7
Pérou	34,8	399,6	11,5	3,4	3,0	4,0	28,6	79	0	4,4
Suriname	0,7	6,0	9,0	4,0	4,0	-51,0	85,1	114	+2	12,4
Venezuela	28,5	124,2	4,4	9,0	5,0	-1,0	/	121	0	336,7
Argentine	47,9	768,2	16,0	2,3	2,2	-1,1	69,3	47	0	29,5
Brésil	214,1	2 654,8	12,4	4,5	2,1	-2,9	97,0	84	+2	4,8
Chili	20,2	402,2	20,0	2,5	0,6	-1,2	42,8	45	0	4,2
Mexique	134,4	2 176,2	16,2	0,5	1,5	-0,3	62,1	81	+3	3,6

Source : FMI, WEO, octobre 2026

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :
www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Bogota.

Rédaction : Andrés BRAGANZA, Solal CHARDON-BOUCAUD, Ursula ELEIZALDE, Diego MAGUIÑA, Victoria SEIGNEZ.

Abonnez-vous en cliquant sur ce lien